

Communiqué de presse – 23 juin 2025

INSPECTION CITOYENNE SUR LE SITE CHIMIQUE
DE BASF À GENAY (69)



**La production et les exportations
de pesticides interdits continuent en France**

Ce jour, les Faucheuses et Faucheurs volontaires d'OGM réalisent une inspection citoyenne sur le site chimique de BASF à Genay pour s'assurer de l'absence, au sein de cette usine, de pesticides interdits en France.

Une première visite des FV en mars 2022 avait révélé la présence de certains de ces produits et notamment du Régent TS, insecticide tueur d'abeilles interdit d'utilisation en agriculture depuis plus de 20 ans.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la loi Egalim interdit en France « *la production, le stockage et la circulation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives non approuvées pour des raisons liées à la protection de la santé humaine ou animale ou de l'environnement* ».

Cependant, des milliers de tonnes de pesticides interdits (dont 60 % sous forme de substances actives) continuent à être exportés vers des pays d'autres continents, notamment au Brésil, de loin le principal importateur de ces produits, ce qui risque de s'amplifier en cas de signature des accords sur le Mercosur.

Ainsi, depuis trois ans, les autorités françaises bafouent la loi, et les géants de l'agrochimie, dont BASF, continuent de s'enrichir en exportant leurs substances interdites « made in France » avec tous leurs dommages humains et environnementaux.

Sur son site officiel, BASF précise que son usine de Saint Aubin-les-Elbeuf en Seine Maritime réalise la synthèse de substances actives et cite le Fipronil, matière active du Régent TS pourtant interdite en France. BASF ajoute que « *Les substances actives sont ensuite formulées dans d'autres usines du groupe en France ou dans d'autres pays.* »

Les Faucheuses et Faucheurs volontaires

- **accusent BASF** de provoquer en toute conscience homicides et écocides
- **dénoncent la complicité** du gouvernement et **son inaction**
- **exigent de l'État** qu'il prenne des mesures strictes pour empêcher la production et l'exportation de ces substances hautement toxiques. .

**OUI à une loi claire et respectée,
NON aux pesticides,
STOP AU COLONIALISME AGROCHIMIQUE.**

Contact presse : 07 74 65 40 82

Contact sur le site de l'action: 07 74 72 08 58 ou 07 74 72 29 90